

Nous ne devons jamais oublier que le Canada fait l'envie de la majorité du reste du monde. Nous possédons le lot de propriété immobilière le plus précieux de la planète. Nous avons les ressources naturelles. Nous avons les ressources humaines pour accomplir de grandes choses. Nous avons les matières premières, physiques et humaines. Comme peuple, ce peut-il que nous n'ayons pas les connaissances et l'initiative nécessaires pour utiliser ces ressources à bon escient? Je ne le crois pas.

Nous avons les moyens et les ressources financières pour construire une grande nation mais nous ne devons plus nous contenter de solutions temporaires à des problèmes chroniques et à long terme. Nous n'avons pas de stratégie industrielle. Que serait le Canada aujourd'hui si nous avions eu une stratégie industrielle et une politique scientifique efficaces? En 1978, nous avons dépensé moins de 1 p. 100 du PNB pour la recherche et le développement. Les États-Unis ont dépensé 2.3 p. 100; la Suisse, 2.2 p. 100; l'Allemagne de l'Ouest, 2.1 p. 100; les Pays-Bas, 2 p. 100; la Suède, 1.8 p. 100; le Japon, 1.7 p. 100; les pays scandinaves, 1.4 p. 100.

En 1972, le comité Lamontagne a recommandé au Canada d'envisager des dépenses brutes de 2.5 p. 100 du PNB pour les recherches et le développement avant 1980. On n'a pas donné suite à cette recommandation et les dépenses de recherche et de développement ont, en fait, baissé à moins de 1 p. 100 et elles restent à ce niveau depuis huit ans.

Vous vous demandez peut-être, monsieur l'Orateur, pourquoi je me préoccupe tellement de la recherche et du développement. Je ferai remarquer aux députés que les exploitants agricoles comptent davantage sur la recherche et les innovations technologiques que bien d'autres entreprises du Canada. Nous avons besoin d'engrais, de nouveaux types de céréales, de nouvelles sortes de machines; alors pourquoi ces terres laissées en jachère, et ainsi de suite, à une époque où le coût de l'énergie augmente constamment?

Que serait-il arrivé si nous avions eu la sagesse de prévoir une augmentation des dépenses même de 1 p. 100? Que dire si la hausse avait été de 1,94 p. 100, c'est-à-dire à mi-chemin entre la hausse dans les pays scandinaves et la hausse de 2.5 p. 100 recommandée par le comité Lamontagne? Les économistes affirment que même une hausse de 1 p. 100 à compter de 1972 aurait déjà créé un million de nouveaux emplois au Canada, y compris 400,000 dans le seul domaine de la fabrication où il existe actuellement un déficit énorme à l'égard des produits finis fabriqués au Canada.

Nous aurions pu créer dans le domaine de la fabrication pour au-delà de 20 milliards de dollars de ventes à l'intention du marché canadien et de notre important commerce d'exportation. Nous aurions pu créer une industrie tout à fait nouvelle dans le secteur de la recherche et du développement et fournir quelque 60,000 emplois à nos scientifiques, à nos ingénieurs et à nos diplômés d'université.

Les jeunes agriculteurs fréquentent eux aussi les universités. Ils ne peuvent pas tous trouver à s'employer dans les fermes. Ils doivent aller se trouver du travail ailleurs. Nous avons besoin d'un marché pour nos produits agricoles. Tous ces problèmes sont reliés entre eux et nous, députés, devons nous en rendre compte.

Si le gouvernement avait pris l'initiative et favorisé les dépenses de recherche et de développement, cela aurait pu

L'Adresse—M. Towers

inciter l'industrie à dépenser 1.5 milliard de dollars pour la recherche et le développement et les dépenses totales de l'industrie, des universités et du gouvernement dans ce domaine auraient pu s'élever à 2.5 milliards de dollars. La recherche et le développement industriels auraient été financés par les recettes tirées de la vente de nouveaux produits. J'insiste sur le fait que tout cela aurait pu se faire sans ajouter aux charges des contribuables. C'est cela que j'aime. Il y a trop longtemps que nous comptons sur les contribuables pour financer de tels programmes.

Il est plus que temps que ces importants programmes se financent d'eux-mêmes. Si nous voulons survivre à titre de nation manufacturière et commerçante, nous devons commencer par le commencement. Nous devons commencer par instaurer dans notre économie un secteur dynamique de recherche et de développement. Nous devons commencer par mettre au point la technologie dont nous avons besoin pour traiter nos propres ressources. Monsieur l'Orateur, j'insiste sur le fait que nous qui sommes originaires de l'Ouest nous en rendons fort bien compte et que c'est ce que nous voudrions faire. Nous voulons le faire parce que nous voulons que nos jeunes restent dans nos provinces. Il nous faut cesser d'être des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Il nous faut comprendre que ce n'est pas le gouvernement qui crée des emplois au Canada, mais bien les petites entreprises, le secteur de la fabrication, le marché. C'est là seulement qu'il y a des moyens efficaces pour améliorer notre qualité de vie et préserver notre standard de vie.

• (1600)

Monsieur le Président, je n'abuserai pas du temps de la Chambre pour disséquer les éléments du discours du trône. J'ai cependant certaines idées fondamentales que je tiens à exposer. Je suis un éleveur, un agriculteur, un petit exploitant, et à ce titre, je sais que je me fais l'interprète de milliers de mes concitoyens de l'ouest du Canada. La petite entreprise canadienne est en difficulté. La petite entreprise canadienne est coincée dans l'étau des prix. Quand je parle de «la petite entreprise canadienne», je comprends les éleveurs, les agriculteurs et tous les détaillants et fabricants. La propriété est importante pour chaque Canadien—la propriété de sa maison, la propriété de sa terre, la propriété de son entreprise. Sans cette propriété, nous devenons les serfs du gouvernement, nous devenons de petits fermiers, des laboureurs et des travailleurs de la terre dont nous ne sommes pas propriétaires à cause des graves pressions économiques de l'argent et des taux d'intérêt élevés.

Hausser à \$100,000 le montant maximal des prêts accordés sous forme de crédits agricoles, ce n'est rien de plus qu'appliquer un cataplasme. Les agriculteurs sont déjà bien assez endettés comme cela. Offrir de nouveaux crédits à un secteur de notre population qui a déjà bien du mal à payer ce qu'il doit sur sa terre et ses installations, c'est comme offrir un verre d'eau à quelqu'un qui se noie. Ce n'est pas en haussant les taux d'intérêt qu'on réglera des problèmes fondamentaux. On ne les réglera pas non plus en accordant plus de crédit. Nous devons examiner de plus près les difficultés avec lesquelles les agriculteurs, les éleveurs et les petits entrepreneurs sont aux prises. Nous devons adopter des mesures propres à assurer que le petit entrepreneur qui prend des risques soit récompensé. Nous